

La Gaspésie se sent abandonnée

La région mérite «un traitement de solidarité», dit un leader

**Les groupes
de médecine
familiale
abolis**

**Un trou de
222 millions
pour
Montréal**

Vers une crise sociale?

LA HACHE DANS LES DÉPENSES
**La capitale
passe au tordeur**

On coupe, on coupe...

**Gouverner la hache
à la main**

**Des semeurs
de morosité**

Cent jours à reculons

**Québec élague
tous azimuts**

**Québec
se met au
régime
minceur**

**Jusqu'où ira
Charest?**

On parle souvent que les 100 premiers jours d'un mandat sont déterminants pour qu'un gouvernement puisse faire sa marque. C'est un peu exagéré, mais ça reste vrai, au moins au plan des perceptions.

Le sadisme libéral

**Charest semble
moins pressé**

**Ce n'est
qu'un
début**

ABOLITION DU PROGRAMME ÇA BOUGE APRÈS L'ÉCOLE, DU MEQ

«Ça démotive tout le monde»

**Hausse-surprise de la taxe
sur le capital pour les entreprises**

**Les libéraux remettent à
plus tard leurs promesses**

**Québec
refile la**

Des promesses non tenues

**facture aux
régions**

**Équité salariale:
les syndicats devront
s'armer de patience**

**Un mensonge
nommé Charest**

**Compressions
de 20 % au ministère
du Développement
économique
et régional**

Immigration: faire plus avec moins

déconstruction

**Pratt & Whitney est très
déçue du budget Séguin**

**L'élimination du *no fault* fera bondir
les primes d'assurance**

Le Bureau d'assurance du Canada contredit les promesses d'économies du ministre Bellemare

Cent jours à reculons

Bilan des 100 premiers jours du gouvernement Charest

Opposition officielle
16 juillet 2003

Cent jours à reculons

Le 14 avril dernier, la population du Québec a demandé au Parti libéral d'amener le Québec plus loin en bâtissant sur les avancées indéniables des dernières années. En lieu et place, elle a eu droit, depuis 100 jours, à un triste spectacle, celui d'une entreprise de « déconstruction » de ses principaux acquis, menée de manière improvisée.

Normalement, l'élection d'un nouveau gouvernement suscite l'espoir et la confiance en l'avenir. Or, le Québec de l'après-14 avril est figé et paralysé. On a vu, depuis 100 jours, un gouvernement mal préparé à assumer le pouvoir. Un gouvernement qui ne semble pas savoir où il s'en va, qui ne mesure pas la conséquence de ses actes et qui fait fi de ses engagements.

« NOUS SOMMES PRÊTS... À TOUT POUR NOUS FAIRE ÉLIRE »

Le Parti libéral a créé beaucoup d'attentes durant la campagne électorale. Les candidats libéraux ont été prompts à promettre de bien belles choses à tout le monde. L'ensemble de ces engagements, que l'opposition officielle a soigneusement colligés, constitue un contrat moral que le Parti libéral s'est engagé à remplir.

Mais déjà, des pages entières du programme du Parti libéral ont été déchirées. On assiste ainsi à toutes sortes de remises en question des engagements, alors que parallèlement, le nouveau gouvernement a entrepris de poser plusieurs actions qu'on s'est bien gardé d'évoquer durant la campagne électorale, et qu'on justifie maintenant au nom d'une soi-disant « réingénierie » de l'État.

Voici donc un bilan des 100 premiers jours du gouvernement Charest. Une période au cours de laquelle chaque jour semble avoir apporté une promesse reniée, une mauvaise nouvelle ou un recul pour le Québec.

LA CASSETTE LIBÉRALE A ASSEZ JOUÉ

Pour justifier ses décisions, le gouvernement se retranche toujours derrière les mêmes faux-fuyants. Il évoque *ad nauseam* le verdict du 14 avril. Or, ce verdict ne confère pas tous les droits au parti élu et ne l'exempte pas de devoir rendre des comptes à la population.

De même, il devient affligeant de voir le premier ministre et les membres de son gouvernement se servir continuellement du prétexte d'une prétendue impasse financière pour justifier des coupures tous azimuts. Cette vieille tactique partisane ne doit leurrer personne. D'ailleurs, dans une entrevue accordée au journal *Le Soleil* (23 juin 2003), aucun des quatre experts soi-disant indépendants ayant validé le cadre financier du Parti libéral ne mentionne l'existence d'un tel «trou» ou de quelque impasse budgétaire, confirmant ainsi – si besoin était – que l'épisode du rapport Breton n'était qu'une mascarade. Incidemment, cela explique sans doute pourquoi on a refusé de permettre aux députés de l'Assemblée nationale d'entendre Guy Breton faire état des conclusions de son rapport sur l'état des finances publiques.

Enfin, le programme de « réingénierie » – un terme dont on ne souffle mot dans le programme du Parti libéral – n'est rien d'autre qu'un écran de fumée servant à masquer les compressions aveugles dans les programmes d'aide aux familles, aux démunis, aux régions et à la création d'emplois.

100 reculs pour le Québec

Au cours de la campagne électorale, Jean Charest n'a jamais voulu révéler la face cachée de son programme et les détails sur l'ampleur des compressions qui seraient effectuées dans les services à la population. Le chef libéral affirmait être « tout à fait transparent », ajoutant que « les électeurs savaient tout ce qu'ils avaient à savoir » au sujet de son cadre financier.

La population savait-elle vraiment ce qui l'attendait ?

DES COMPRESSIONS CACHÉES

- 1) Opération de compressions budgétaires tous azimuts, alors que pendant la campagne électorale, les libéraux parlaient d'un gel des budgets (donc de maintenir les crédits à leur niveau actuel) pour tous les ministères, sauf ceux de la Santé et de l'Éducation.
- 2) Les quatre experts soi disant indépendants que le chef libéral citait quotidiennement durant la campagne pour justifier la crédibilité de son cadre financier reconnaissent maintenant qu'il sera impossible de baisser les impôts sans couper davantage dans les services à la population (*Le Soleil*, 23 juin 2003).
- 3) Augmentation déguisée du fardeau fiscal par la hausse des primes à l'assurance médicaments, malgré un engagement contraire pris durant la campagne électorale.
- 4) Le gouvernement ouvre toute grande la porte à une augmentation des frais de garde, des tarifs d'électricité et à la tarification de l'eau.
- 5) Hausse de la taxe sur le capital pour les entreprises, alors que le Parti libéral avait promis de l'abolir et que Michel Audet la qualifiait de « pénalité au dynamisme ».

DES PROMESSES RENIÉES

- 6) Dans une lettre écrite le 7 avril dernier, le chef libéral Jean Charest promettait d'adopter « certaines mesures urgentes », notamment la gratuité des médicaments pour les personnes âgées recevant le supplément de revenu

garanti. Or, non seulement ces gens n'ont-ils pas obtenu la gratuité pour leurs médicaments, mais on a fait subir une hausse à 80% d'entre eux !

- 7) Jean Charest promettait de « bouger le plus rapidement possible » dans le dossier de l'équité salariale. Or, les négociations traînent et n'aboutiront pas avant la fin de l'été.
- 8) Attaque contre les centres de la petite enfance. Lors de la campagne, les libéraux s'étaient engagés à poursuivre le développement du programme de garderies et à maintenir à 5 \$ la contribution de tous les parents. Or, le gouvernement reporte d'un an la cible de 200 000 places en garderie et organise un simulacre de consultation en plein été pour paver la voie à une remise en question de l'universalité du programme.
- 9) Après avoir montré un soudain intérêt pour la semaine de quatre jours durant le dernier droit de la campagne, le gouvernement Charest annonce que non seulement il n'ira pas de l'avant avec cette mesure, mais qu'il abandonne les mesures de conciliation famille-travail contenues dans le dernier budget Marois et n'entend rien faire du tout en cette matière avant 2005.
- 10) Report à l'automne du plan d'action de lutte contre la pauvreté, qui devait entrer en vigueur au plus tard le 7 mai dernier. Aucun crédit n'a été prévu pour son application. Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale estime que les mesures pourront être financées à la faveur d'« économies de fin d'année » et de « crédits périmés »...
- 11) Pénalité aux prestataires de l'aide sociale qui refusent de participer aux programmes d'insertion à l'emploi. Pourtant, depuis deux ans, le Parti libéral dénonce ces pénalités sur tous les tons. Durant la campagne, Jean Charest s'est engagé à adopter de façon urgente un barème plancher à l'aide sociale en deçà duquel aucune pénalité ne sera imposée. « Imposer des pénalités sur un chèque mensuel de 500 \$, c'est du sadisme », affirmait le député libéral Christos Sirros en mai 2001. Aujourd'hui, son collègue Claude Bécharde parle d'abaisser le barème plancher à 373 \$...
- 12) Le Parti libéral s'est engagé « dès la première année de son mandat » à élever la base budgétaire des centres hospitalier de soins longues durées (CHSLD) afin d'augmenter leur capacité d'accueil et d'améliorer le taux de réponse aux besoins des bénéficiaires. Or, on cherche en vain les sommes supplémentaires allouées dans les crédits actuels pour le financement des CHSLD.
- 13) Le Parti libéral s'est clairement engagé « dès la première année de son mandat » à améliorer le soutien aux aidants naturels et à favoriser le développement d'organismes d'entraide, de soutien, de répit et de formation. Or, non seulement le budget Séguin ne prévoit rien pour les aidants naturels, mais il annule le crédit

d'impôt remboursable prévu dans le dernier budget Marois pour favoriser le maintien à domicile.

- 14) Alors que le cadre financier des libéraux prévoit un investissement de 850 millions \$ sur cinq ans pour la valorisation du travail et le soutien du revenu, le budget Séguin ne dégage qu'un maigre 5 millions \$ pour faciliter l'insertion au travail des jeunes inscrits à l'assistance emploi. À ce rythme, la promesse de 850 millions \$ des libéraux sera tenue dans... 170 ans !
- 15) Après avoir vertement critiqué le gouvernement du Parti Québécois au sujet des problèmes de jeu compulsif, interprété la nomination de Gaétan Frigon à la tête de Loto-Québec comme une menace à leur endroit et promis un moratoire sur le développement des jeux de hasard, le gouvernement Charest demande à Loto-Québec d'augmenter ses revenus de 75 millions supplémentaires.
- 16) Coupure dans le secteur agro-alimentaire, alors que durant la campagne électorale, Jean Charest avait dûment promis à l'Union des producteurs agricoles d'augmenter les budgets du ministère de l'Agriculture.
- 17) Après avoir promis lors de la campagne d'instaurer un étiquetage obligatoire des aliments contenant des organismes génétiquement modifiés, le gouvernement libéral dit maintenant ne pouvoir se lancer dans une telle aventure sans l'aval du gouvernement fédéral, lequel a pourtant laissé savoir depuis longtemps qu'il n'était pas intéressé à une telle mesure.
- 18) Dans un contexte d'inquiétude relié à la crise de la vache folle, le gouvernement Charest réduit les budgets accordés à l'inspection des aliments de 4,3 millions \$, alors que la nécessité de garantir aux Québécoises et aux Québécois un approvisionnement en aliments sains fait l'objet d'un chapitre spécifique de la plate-forme libérale.

SANTÉ : ON ATTEND ENCORE

- 19) Rien de plus pour la santé par rapport au budget présenté le 11 mars dernier, c'est-à-dire 1,3 milliard \$. Ce montant est nettement inférieur aux 2 milliards \$ promis formellement par Jean Charest – tableau à l'appui – au lendemain de l'entente intervenue avec le fédéral sur le financement de la santé. (PC, 6 février 2003)
- 20) Des miettes pour la première ligne, ce qui risque de freiner le développement des groupes de médecine de famille, comme c'est déjà le cas à Montréal. Le gouvernement donne la priorité aux modes traditionnels de gestion de la santé, au détriment des modes innovateurs que sont la prévention et les services de proximité.

- 21) Le gouvernement Charest épuise dès cette année l'argent qu'Ottawa a versé en février pour les trois prochaines années. Le dernier budget Marois prévoyait affecter 838 M\$ pour l'année en cours et mettait 809 M\$ de côté pour les deux années suivantes.
- 22) Démantèlement du comité d'experts sur les urgences mis sur pied pour résoudre les problèmes d'engorgement dans les hôpitaux.
- 23) Malgré sa prétention d'augmenter les inscriptions en faculté de médecine, le gouvernement n'est pas en mesure de confirmer le financement du projet d'agrandissement du pavillon Vandry à l'Université Laval, remettant ainsi en question son accréditation nord-américaine.
- 24) Brassage de structures d'établissements au niveau local inspiré du modèle albertain de Ralph Klein. On veut regrouper les établissements de première ligne avec ceux de deuxième ligne (CLSC, CHSLD et centres hospitaliers) sans avoir au préalable mené quelque étude sur les coûts et les bénéfices ni sur l'impact des services à la population.

ÉDUCATION : DU RÊVE AU CAUCHEMAR

- 25) Les sommes allouées à l'éducation – secteur qu'on disait être une grande priorité – ne suffiront pas à couvrir les coûts de système (salaires, chauffage, etc.). Pour les commissions scolaires, cela représente une compression de 90 millions \$ et au niveau du collégial, cela représente des compressions de plus de 20 millions \$. Selon André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, « *le gouvernement devra arrêter de dire qu'il va lutter contre le décrochage scolaire, qu'il va soutenir les activités d'aide aux devoirs et leçons, qu'il va soutenir les élèves en difficulté... Le rêve du premier ministre devient un cauchemar.* »
- 26) Abolition des mesures de soutien aux plans de réussite. Mais pire : le ministre de l'Éducation est incapable d'identifier quels sont ses objectifs de réduction du décrochage scolaire, pourtant identifié comme une grande priorité durant la campagne électorale.
- 27) Pratiquement rien pour les contrats de performance conclus avec les universités et rien du tout pour les bibliothèques scolaires et pour les nouvelles technologies de l'information.
- 28) Absence de consultation pour implanter l'enseignement de l'anglais en première année – une mesure rejetée par les États généraux sur la langue - et refus de tenir une commission parlementaire sur la question.

- 29) Report d'un an de l'implantation de la réforme scolaire au secondaire, sans aucune consultation, ce qui va dérouter une cohorte de jeunes ayant fait leur cheminement avec la réforme au primaire. « La confusion règne à un point tel que ça démotive le réseau », rapporte le journal *La Presse* (5 juin 2003).
- 30) Après avoir promis durant la campagne de favoriser l'éducation physique et la lutter contre la sédentarité dans les écoles, le gouvernement Charest reporte sine die le programme d'activités parascolaires *Ça bouge après l'école*.
- 31) Réévaluation et consultation pour éventuellement hausser les frais actuels de 5 \$ par jour pour les services de garde en milieu scolaire.
- 32) Le programme d'aide aux devoirs – la seule véritable mesure de conciliation famille-travail promise par le Parti libéral – n'est finalement qu'un pétard mouillé : le gouvernement n'offre rien d'autre qu'un simple encouragement au bénévolat dans les écoles basé sur ce qui se fait déjà.
- 33) Suspension du programme de garantie de prêt pour micro-ordinateur.
- 34) Retrait des sommes allant au développement de centres collégiaux de transfert technologique.
- 35) Coupures dans les fonds subventionnaires pour la recherche universitaire, notamment pour la relève.
- 36) Suspension du financement prévu au plan d'action de la politique d'éducation des adultes et de formation continue.
- 37) Suspension du programme d'échange des jeunes en milieu scolaire, dont on profité plus de 1800 jeunes durant la dernière année.

INCERTITUDE DANS LE MILIEU MUNICIPAL

- 38) Si le gouvernement Charest voulait nuire aux nouvelles villes, il ne s'y prendrait pas autrement. Par sa loi-cadre sur les défusions, il met le feu aux nouvelles villes et laisse à d'autres la responsabilité de réparer les dégâts. Ouverture obligatoire de registres, études sur les coûts des défusions, campagnes référendaires. « Une formidable perte de temps, d'énergie et d'argent », écrit l'éditorialiste Michèle Ouimet (*La Presse*, 18 juin 2003).
- 39) Coupures dans les programmes pour favoriser les regroupements municipaux et dans le programme de promotion et de développement de la métropole.
- 40) Contrairement aux assurances données par le ministre des Finances, Yves Séguin, le contrat de ville signé en janvier dernier entre le gouvernement et la

Ville de Montréal ne sera pas respecté à la lettre. La métropole devra subir un manque à gagner de 250 millions \$ sur cinq ans.

- 41) Disparition du fonds de réserve du Mont Royal (15 millions \$).

LA CAPITALE NATIONALE PASSE AU TORDEUR

- 42) Le ministre des Affaires municipales et le ministre responsable de la Capitale Nationale se disent incapables de donner l'heure juste sur ce qui adviendra du contrat de ville signé avec le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier. Le chef libéral Jean Charest avait pourtant promis d'avaliser ce contrat et le ministre des Finances affirmait avoir les sommes nécessaires pour l'honorer.
- 43) Réduction d'environ 40% des fonds allant au développement économique de la Capitale Nationale et remise en question de la Stratégie de développement économique de la Capitale Nationale.
- 44) Mise sur la glace de la rénovation de Place Québec et de la construction de l'édifice à bureaux sur d'Estimauville, malgré un engagement électoral du député libéral Michel Després.
- 45) Report du projet d'assainissement de la rivière Saint-Charles.
- 46) Réduction des fonds disponibles pour souligner les fêtes du 400^e anniversaire de Québec.

L'ABANDON DES RÉGIONS

- 47) Abolition du ministère des Régions et réduction du budget du ministère du Développement économique et régional de plus de 20 %. Le programme FAIRE, géré par Investissement Québec, voit son budget amputé de 60%, soit 150 M\$.
- 48) Une confusion règne quant à l'avenir des organismes de développement régionaux (CRD, CLD), dont les budgets ne sont garantis que pour un an, ce qui offre toutes les apparences d'une prime de séparation.
- 49) Rejet du projet de complexe récréo-touristique du Mont-Sainte-Anne sous prétexte qu'il s'agit d'un secteur « à très haut risque », selon le premier ministre Jean Charest. Or, le secteur du développement touristique n'est pas plus à risque que n'importe quel autre secteur et est essentiel au développement et à la diversification économique des régions.
- 50) Après son élection, le Parti libéral a « techniquement arrêté » le programme des avantages fiscaux accordé à la Vallée de l'aluminium au Saguenay-Lac-Saint-

Jean, pour finalement décider de le maintenir sous respiration artificielle en comprimant 25% de son budget.

- 51) Aucun soutien à la Côte-Nord, alors que le candidat libéral dans René-Lévesque, François Désy, avait affirmé, durant la campagne, qu'un gouvernement libéral accorderait un fonds de développement économique de 25 millions \$ au comté, une promesse dûment entérinée par son parti (*Le Soleil*, 9 juillet 2003).
- 52) Abandon du projet de lien maritime entre la Côte-Nord et la Gaspésie.
- 53) Réductions des crédits d'impôt pour encourager le développement des activités de transformation en régions-ressources et exclusion des équipementiers.
- 54) Report de la décision quant au sort de Murdochville.
- 55) Annulation des mesures visant à attirer les jeunes en région et à encourager les employeurs des régions éloignées à embaucher de nouveaux diplômés.
- 56) Abandon du plan de soutien et de développement en serriculture annoncé dans le budget Marois, ce qui annule des années d'efforts de la part des producteurs en serre du Québec et laisse terrain libre pour l'Ontario, qui vient d'annoncer un investissement majeur dans ce secteur.

DES MIETTES POUR LES TRANSPORTS

- 57) Baisse de 25% des investissements routiers par rapport à l'an dernier, ce qui signifie la mise à mort du *Plan de réhabilitation et de reconstruction du réseau routier*, qui prévoyait un investissement de 12 milliards \$ sur dix ans pour remettre en bon état le réseau routier québécois.
- 58) Plusieurs projets sont reportés aux calendes grecques, tels le doublement de la 175 vers la ville de Saguenay, la 70 (Alma-La Baie), la 50 dans l'Outaouais, les travaux du pont Laviolette à Trois-Rivières et la 20 dans le Bas-Saint-Laurent.
- 59) Abolition de la déduction d'impôt relative aux cartes d'autobus-métro, une mesure visant à encourager le transport en commun et qui devait contribuer à réduire les gaz à effet de serre.
- 60) Retard dans l'échéancier de réalisation du parachèvement de l'autoroute 30, étant donné que le gouvernement recommence le processus en choisissant un autre tracé que celui prévu depuis 30 ans.
- 61) Incertitude quant à la réalisation des trains de banlieue à Saint-Jérôme et à Mascouche.

- 62) Report du renouvellement des haltes routières.
- 63) Report de deux ans de l'achèvement du réseau de voies cyclables *la Route verte*.
- 64) Brèche dans le régime d'assurance automobile sans égard à la faute, communément appelé le *no fault*, sans consultation et en faisant fi des nombreux avis qui démontrent clairement les dangers d'un retour en arrière et au moment où une telle formule gagne des adeptes partout au Canada.
- 65) Immobilisme quant au prolongement de la ligne bleue du métro.
- 66) Le gouvernement consacrera 16 millions de moins que prévu à la modernisation de la rue Notre-Dame, ce qui impose une révision complète du projet dont la mise en chantier devait débiter cette année.

UNE DISETTE POUR LA CULTURE

- 67) Coupe de 25 millions \$ des budgets alloués à l'ensemble du domaine culturel. Les secteurs les plus touchés sont la production cinématographique, la télévision et le livre.
- 68) Les derniers grands chantiers lancés par le gouvernement du Parti Québécois ont été interrompus, notamment celui du Complexe de l'îlot Balmoral devant abriter une salle pour l'OSM, et celui de la Bibliothèque nationale du Québec, laquelle voit finalement ses budgets amputés de 1,2 million \$.
- 69) La politique du livre est remise en cause par les compressions du gouvernement Charest. On évalue à 33 millions les pertes que subiront les librairies du Québec.
- 70) Certaines des plus grandes institutions muséales du Québec subissent des coupures brutales. Le Musée des beaux-arts de Montréal et le Musée national des beaux-arts du Québec voient leur budget de fonctionnement réduit de 1 à 2 millions. Le Musée de la civilisation est également touché avec une coupure de près d'un demi million \$.
- 71) Réduction des programmes d'aide aux festivals et événements internationaux. Principales victimes de cette cure d'amaigrissement : Carnaval de Québec, Fêtes de la Nouvelle-France, Festival d'été.
- 72) En porte-à-faux avec ses engagements (www.sciencepourtous.qc.ca), le gouvernement Charest coupe 1,3 million \$ dans les subventions aux organismes de culture scientifique. On prévoit qu'en septembre, les trois quarts des organismes scientifiques au Québec auront disparu.

- 73) De nouvelles règles apparaissant dans un document complémentaire du budget Séguin indiquent que de nombreux magazines hebdomadaires ainsi que toutes les émissions quotidiennes de télévision seront privés du crédit d'impôt qui permet de les financer.

LE RETOUR AU LAISSEZ-FAIRE DES ANNÉES 80

- 74) Le ministre des Finances affirme dans ses propres documents budgétaires que les mesures de son propre budget auront « pour effet de réduire la croissance économique en 2003 ».
- 75) Réduction ou abolition, sans examen ou analyse d'impact, de tous les crédits d'impôt et congés fiscaux visant à mener le Québec au plein emploi. Aucune stratégie alternative n'est mise de l'avant en matière de création d'emplois. Aucune cible n'est définie. L'emploi n'est pas sur l'écran radar du gouvernement Charest.
- 76) Abolition des avantages fiscaux accordés à la Cité du multimédia, au Carrefour de la nouvelle économie, à la Cité du commerce électronique, au Centre de développement des technologies de l'information et la zone de commerce internationale de Mirabel.
- 77) Coupe de plus de 300 millions des budgets de la Société générale de financement et des sociétés Innovatech, qui se voient hypothéquées dans leur capacité de soutenir le développement économique du Québec.
- 78) Abandon pur et simple du projet d'agrandissement de l'aluminerie Alcoa de Deschambault.
- 79) Sans en glisser mot à la Commission des partenaires du marché du travail, le gouvernement Charest déleste les entreprises ayant moins d'un million de masse salariale (soit la grande majorité) de l'obligation d'en consacrer à peine 1% à la formation de la main-d'œuvre.
- 80) Réduction de 12,5 % des incitatifs fiscaux liés à la R&D qui ont permis au Québec de s'affirmer dans des domaines de pointe comme la pharmaceutique, les biotechnologies et l'industrie aéronautique.
- 81) Abandon du projet d'un complexe nano-sciences dans l'Est de Montréal.

RÉCESSION SOCIALE À L'HORIZON

- 82) Modification annoncée à l'article 45 du Code du travail pour favoriser le recours à la sous-traitance, ce qui accroît le travail précaire et annonce une collision frontale avec les syndicats.
- 83) Coupes majeures des budgets d'Emploi-Québec, à qui on demande pourtant de répondre désormais dans les 24 heures aux nouveaux assistés sociaux qui s'inscrivent à la sécurité du revenu, de leur offrir un accompagnement personnalisé et de leur proposer un emploi ou une formation.
- 84) Exclusion des cueilleurs de petits fruits de la Loi sur les normes du travail. Ceux-ci ne pourront toucher le salaire minimum et seront donc rémunérés, comme auparavant, au rendement.
- 85) Abandon du congé parental pour travailleurs autonomes.
- 86) Investissement de 10,7 millions \$ dans le logement social... sitôt récupéré à la faveur de coupures dans le budget d'entretien des HLM. Une goutte d'eau dans un océan de besoins quand on compare ce maigre investissement aux 270 millions \$ annoncés dans le budget Marois de mars 2003.
- 87) Abandon du programme d'achat-rénovation d'immeubles communautaires, pourtant reconduit dans le budget du 11 mars dernier à raison de 10 M \$ par année pour 3 ans. Ce programme visait à permettre l'acquisition ou la rénovation d'immeubles à vocation collective pour les organismes communautaires.
- 88) Resserrement des critères d'admissibilité aux services juridiques payés par le gouvernement. Une justice à deux vitesses.

L'AVENIR HYPOTHÉQUÉ

- 89) Coupes de 30% des budgets de l'Agence de l'efficacité énergétique.
- 90) Relance des projets de mini-centrales hydroélectriques sur les petites rivières.
- 91) Alors que les producteurs agricoles font face à de grands défis en matière environnementale, le gouvernement libéral coupe de plus de 50 % les sommes nécessaires au programme Prime Vert, lequel vise notamment à aider les entreprises à se conformer aux nouvelles normes environnementales.
- 92) La confusion règne dans le dossier de l'enquête publique sur la forêt, dont la date de début des travaux n'a pas encore été arrêtée.
- 93) L'Observatoire québécois de la mondialisation est tué dans l'œuf.

- 94) Le Centre Québec-Europe, qualifié il y a peu de temps de « projet très valable » par Jean Charest, a lui aussi fait long feu.
- 95) Réduction de 16,4 % des budgets alloués à l'immigration au moment où le Québec fait face à une chute démographique.
- 96) Abolition des différents services d'accueil et d'intégration des immigrants qui existent actuellement au profit d'une politique par laquelle l'accueil des nouveaux immigrants serait confié uniquement aux communautés culturelles dont ils sont issus, ce qui mènera à la ghettoïsation de l'intégration.
- 97) Création d'un Conseil de la fédération qui rabaisse le statut du Québec à celui d'une province comme les autres et nivelle ses demandes au niveau de celles de l'ensemble des provinces.

LES VŒUX PIEUX

- 98) Silence total sur les règles d'éthique dont Jean Charest a pourtant fait un engagement personnel dans son programme électoral. On promettait notamment de nommer un conseiller à l'éthique, désigné par l'Assemblée nationale et totalement indépendant de l'exécutif.
- 99) Non divulgation, plus de deux mois après la nomination du Conseil des ministres, des déclarations d'intérêts des ministres, alors que la règle prévoit 30 jours maximum.
- 100) Manque flagrant de transparence du gouvernement dans la préparation du budget, élaboré en catimini et ne présentant aucune prévision pour 2004-2005, et dans l'étude des crédits, menée par l'Assemblée nationale en pleine période estivale. Dans l'opposition, Jean Charest tenait pourtant de beaux discours sur la transparence et son programme électoral contient de nombreux vœux pieux en la matière.

Produits contenant des OGM

Greenpeace rappelle le PLQ à ses devoirs

| RÉFORME DU SECONDAIRE |

La confusion règne dans les commissions scolaires

ASSURANCE-MÉDICAMENTS

Une hausse de 9 %

la prime passe de 422 \$ à 460 \$

Budget Séguin

les groupes sociaux

l'y voient rien de bon

Les pauvres devront prendre leur mal en patience

Le ministre de la Solidarité sociale promet un plan d'action... un peu plus tard

50 millions de moins pour l'aide sociale

Une combinaison de mesures incitatives, de pénalités et de coupes

Un bien mauvais message

«Le Vendredi 13 de la réingénierie de l'Etat»

GARANTIE DE PRÊT POUR ORDINATEUR

Québec suspend le programme

Les étudiants fulminent

LE BUDGET SÉGUIN

250 M\$ pour la Santé

Séguin réduit du quart l'aide fiscale culturelle

Les secteurs les plus touchés sont la production cinématographique, la télévision et le livre

Couillard annule les promesses de Legault

Charest «Véritable coupe à blanc» démolit le Québec, dit Landry

Les députés péquistes parlent d'un budget d'abolition et de réduction

Compressions

Les garderies et l'aide sociale écoperaient

De 300 à 500 millions de moins seraient alloués à l'Emploi, la Solidarité sociale et la Famille

MONT SAINTE-ANNE

Les déclarations de Charest qualifiées d'incendiaires

Aide sociale: le PLQ revient sur ses principes

Le budget alloué aux routes fond de 460 millions

destructeurs

Fin de l'Observatoire québécois de la mondialisation

«C'est un frein à notre développement»